

L'Allemagne échoue à faire la lumière sur le terrorisme d'extrême droite

mercredi 18 juillet 2018, par [RENON Danièle](#), [Tageszeitung](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2018).

“Ce qui reste, c’est l’incertitude”, titre la Tageszeitung au lendemain du verdict du procès hors norme qui a remué l’Allemagne depuis cinq ans. Mercredi 11 juillet, le tribunal de Munich a condamné à perpétuité Beate Zschäpe, la seule survivante du trio néonazi NSU (Clandestinité nationale-socialiste), responsable de neuf meurtres à caractère raciste dans les années 2000, dont les portraits des victimes sont imprimés à la une du quotidien. Au terme d’un épuisant feuilleton judiciaire alimenté par 300 000 pages de dossier, 80 parties civiles, 750 témoins et 42 experts, émaillé d’innombrables incidents de procédure, de nombreuses questions restent sans réponse.



Un fait qui scandalise la presse allemande, et avant tout ce quotidien de gauche : *“Nous sommes loin d’une connaissance détaillée des circonstances de la terreur”, s’insurge la TAZ, qui pointe une organisation bien plus étendue derrière les crimes que celle constituée par les quelques personnes condamnées par le tribunal ; à savoir les trois membres de la NSU [dont deux sont morts] et quatre complices. L’État allemand se refuse à faire la lumière sur ces crimes néonazis, accuse la TAZ, qui y voit un problème relevant de la psychologie. “L’Allemagne continue à avoir un problème. Il s’appelle le ‘complexe NSU’. Et que fait l’Allemagne ? Elle le repousse, le nie, le rationalise.”*

Les faits

Neuf crimes à connotation xénophobe ont été perpétrés dans le pays entre 2000 et 2007 – huit victimes étaient turques ou d’origine turque, la neuvième était grecque –, et une policière allemande a perdu la vie dans ces événements. Longtemps attribuée à des règlements de comptes au sein de la communauté étrangère et non à des réseaux d’extrême droite, l’affaire a mis au jour tant de dysfonctionnements de la part des autorités – police, justice, renseignement intérieur – que « *la confiance en l’État de droit a été ébranlée* », soulignait *Die Zeit*, à l’ouverture du procès, le 6 mai 2013 à Munich.

La NSU

Né en Thuringe, dans la mouvance d'extrême droite qui a surgi dans les années 1990 en ex-RDA, le trio de la NSU – Uwe Mundlos, Uwe Böhnhardt et Beate Zschäpe – est entré dans la clandestinité en 1998. La cellule est démantelée en 2011, après la mort des deux Uwe (4 novembre) et l'arrestation de Beate Zschäpe (8 novembre). Cette dernière est devenue, selon l'expression de *Die Welt*, « *le visage de la violence d'extrême droite en Allemagne* ».

Beate Zschäpe

Accusée d'avoir participé à tous les assassinats, Beate Zschäpe n'a jamais été vue sur les lieux des crimes. Selon le ministère public, elle n'en est pas moins impliquée dans ces assassinats, car elle a apporté un soutien logistique à ses deux complices de la NSU. Elle est en outre soupçonnée d'avoir contribué à deux attentats à connotation xénophobe et à un grand nombre de braquages de banque. Elle encourt la réclusion à perpétuité. Ses coaccusés – quatre autres néonazis soupçonnés d'avoir apporté une aide logistique à la NSU – encourrent des peines pouvant aller jusqu'à douze ans d'emprisonnement.

Le procès

Ouvert le 6 mai 2013, le procès était censé se clore en 2014 voire en 2015, mais il a pris une ampleur sans égale. Avec 437 journées d'audience, un dossier de 300 000 pages, plus de 50 experts, 750 témoins et près de 80 parties civiles, il est devenu l'un des plus grands procès d'après-guerre contre les néonazis. Les cinq juges du tribunal de Munich rendront leur verdict, ce 11 juillet, sur la culpabilité de Beate Zschäpe (43 ans) et des complices de la NSU.

Tageszeitung, Danièle Renon

[*Abonnez-vous*](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/une/lallemagne-echoue-faire-la-lumiere-sur-le-terrorisme-dextreme-droite>